

## Au Journal officiel du 7 au 13 novembre 2015

### Au Journal officiel du 7 au 13 novembre 2015

16/11/2015

#### Au Journal officiel du 7 au 13 novembre 2015

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.*

#### Au JO du 7 novembre 2015 :

· Rectificatif au décret n° 2015-1376 du 28 octobre 2015 modifiant le **régime de diffusion et de contribution à la production d'œuvres cinématographiques des éditeurs de services de télévision de cinéma** ;

· Décret n° 2015-1431 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités de **transmission à la Banque de France de données relatives aux opérations d'assurance-crédit** - *Entrée en vigueur le 1er janvier 2016 - Modification du Code des assurances* ;

· Décret n° 2015-1432 du 5 novembre 2015 portant *modification de l'article D. 614-1 du Code monétaire et financier* relatif au **comité consultatif du secteur financier** ;

· Décret n° 2015-1435 du 5 novembre 2015 relatif à la **durée minimale de travail en atelier et chantier d'insertion et portant diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique** - *Modification du Code du travail* ;

· Décret n° 2015-1436 du 6 novembre 2015 *modifiant le Code de la propriété intellectuelle et les décrets n° 2014-1280 du 23 octobre 2014* relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (ministère des finances et des comptes publics et ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique) *et n° 2014-1281 du 23 octobre 2014* relatif aux exceptions à l'application du délai de deux mois de naissance des décisions implicites d'acceptation prévues au II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (ministère des finances et des comptes publics et ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique) ;

· Décret n° 2015-1437 du 5 novembre 2015 fixant la **liste des pièces justificatives pouvant être demandées au candidat à la location et à sa caution** ;

· Décret n° 2015-1438 du 5 novembre 2015 relatif aux modalités du **suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à une substance cancérigène, mutagène ou toxique pour la reproduction** - *Abrogation du décret n° 2013-365 du 29 avril 2013* ;

· Décret n° 2015-1440 du 6 novembre 2015 relatif au **soutien de l'État au pluralisme de la presse** - *Modification du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 et du décret n° 97-1065 du 20 novembre 1997* ;

· Décret n° 2015-1441 du 6 novembre 2015 relatif à la **coopération régionale outre-mer** - *Ce texte contient*

---

*des dates d'entrée en vigueur particulières (cf art. 5) - Modification du Code général des collectivités territoriales ;*

- Arrêté du 23 octobre 2015 *modifiant l'arrêté du 30 juin 2014* fixant les modalités d'application au sein des emprises du ministère de la défense des dispositions administratives relatives à la **prévention du risque pyrotechnique** du chapitre II du titre VI du livre IV de la quatrième partie du Code du travail ;

- Arrêté du 5 novembre 2015 fixant la **liste complémentaire des centres-bourgs de communes bénéficiant de l'extension du programme de couverture du territoire en services mobiles** - *Modification de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004.*

#### **Au JO du 8 novembre 2015 :**

- Décret n° 2015-1442 du 6 novembre 2015 relatif à l'évaluation du **potentiel d'efficacité énergétique des réseaux d'électricité et des infrastructures de gaz** - *Modification du décret n° 2014-1393 du 24 novembre 2014 ;*

- Décret n° 2015-1444 du 6 novembre 2015 *modifiant le Code de justice administrative* (partie réglementaire) et fixant le **siège du tribunal administratif de la Martinique** ;

- Décret n° 2015-1446 du 6 novembre 2015 relatif aux **services intégrés d'accueil et d'orientation** - *Entrée en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française* - **Modification du Code de l'action sociale et des familles ;**

Et décret n° 2015-1447 du 6 novembre 2015 relatif à la participation des personnes accueillies ou accompagnées au fonctionnement des établissements et services du dispositif d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement vers l'insertion et le logement et au dispositif de la veille sociale - *Entrée en vigueur le premier jour du sixième mois suivant celui de sa publication au Journal officiel de la République française* - **Modification du Code de l'action sociale et des familles ;**

- **Arrêté du 6 novembre 2015 relatif à l'information du consommateur sur les tarifs des courses de taxi** - *Abrogation de l'arrêté du 10 septembre 2010.*

#### **Au JO du 10 novembre 2015 :**

- Arrêté du 4 novembre 2015 fixant le **coefficient annuel C (2015)** pris en application de l'article 3 du décret n° 2015-734 du 24 juin 2015 portant création d'un **dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements.**

#### **Au JO du 11 novembre 2015 :**

- Décret n° 2015-1450 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites** sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (**accès aux documents et informations détenus par l'administration et réutilisation des informations publiques**) ;

Et décret n° 2015-1451 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »** sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (**organismes chargés d'une mission de service public**) ;

Et décret n° 2015-1452 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »** sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations **ainsi qu'aux exceptions au délai de**

---

**deux mois de naissance des décisions implicites**, sur le fondement du II de cet article (**organismes chargés d'une mission deservice public**) ;

Et décret n° 2015-1454 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »** sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (**autorités publiques indépendantes**) ;

Et décret n° 2015-1455 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »** sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations **ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites** sur le fondement du II de cet article (**autorités publiques indépendantes**) ;

Et décret n° 2015-1457 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »** sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations **ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites**, sur le fondement du II de cet article (**ordres professionnels**) ;

Et décret n° 2015-1458 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation »** sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (**ordres professionnels**) ;

Et décret n° 2015-1459 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics** sur le fondement du 4° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations **ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites** sur le fondement du II de cet article ;

Et décret n° 2015-1460 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics du délai de deux mois de naissance de la décision implicite d'acceptation** sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Et décret n° 2015-1461 du 10 novembre 2015 relatif aux **exceptions à l'application du principe « silence vaut acceptation » ainsi qu'aux exceptions au délai de deux mois de naissance des décisions implicites pour les actes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics** sur le fondement du II de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations - *Modification du décret n°2014-1292 du 23 octobre 2014* ;

Et décret n° 2015-1462 du 10 novembre 2015 relatif à l'**application du principe « silence vaut acceptation » aux décisions prises par les fédérations sportives délégataires et les ligues professionnelles** - *Modification du Code du sport* ;

- Décret n° 2015-1453 du 9 novembre 2015 relatif aux **nouvelles modalités d'intervention publique en matière d'assurance-crédit de court terme** - *Modification du Code des assurances*.

#### **Au JO du 13 novembre 2015 :**

- Décret n° 2015-1465 du 10 novembre 2015modifiant le décret n° 2007-914 du 15 mai 2007 pris pour l'application du I de l'article 30 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

- Décret n° 2015-1468 du 10 novembre 2015modifiant le décret n° 2012-373 du 16 mars 2012 pris pour l'application des articles 18-12 et 18-13 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 et relatif aux décisions de l'Autorité

---

de régulation de la distribution de la presse et du Conseil supérieur des messageries de presse ;

- Arrêté du 2 novembre 2015 fixant le **taux de référence relatif à la bourse commune des greffiers des tribunaux de commerce pour l'année 2016** ;

- Arrêté du 2 novembre 2015 *modifiant l'arrêté du 24 juillet 2009 autorisant la création par le ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat (direction de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages) d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « DALO »* ;

- Arrêté du 3 novembre 2015 *modifiant l'arrêté du 6 juin 2006 portant règlement général d'emploi de la police nationale*.

**La Rédaction Législation**

© LexisNexis SA